



Interview de **Joe Higgins**, député européen, partisan du « non » au référendum irlandais sur le traité de Lisbonne. REGARDS PAGE 2



Discussions politiques au troisième **Forum social des quartiers populaires**, à Montpellier. ACTU PAGE 3



La victoire de Caster Semenya au 800 mètres met en lumière l'intolérance de la société face aux personnes **intersexes**. PARLONS-EN PAGE 10

TOUT est à nous!

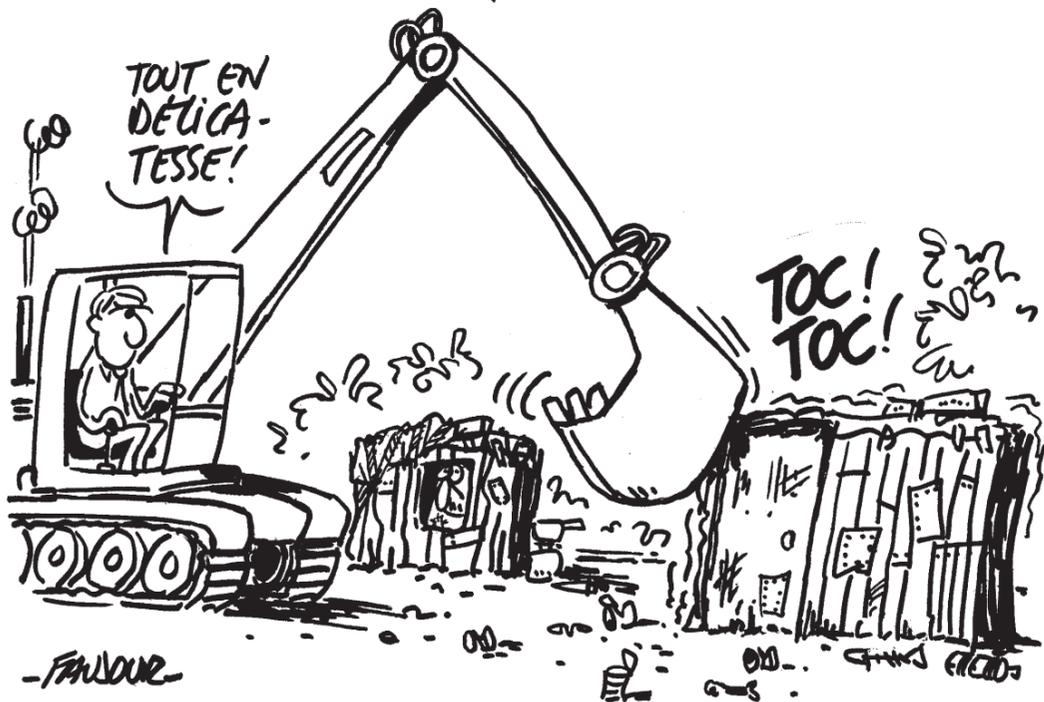
1^{er} OCTOBRE 2009 | N°24 | 1,20€ | WWW.NPA2009.ORG

HEBDOMADAIRE DU **NPA** NOUVEAU PARTI ANTICAPITALISTE

« JUNGLE » DE CALAIS

LA HONTE

LA POLITIQUE DE BESSON



Le 22 septembre a eu lieu l'opération médiatico-policière orchestrée par le ministre de l'Immigration, en présence de plus de 200 journalistes: l'évacuation et la destruction, à coups de bulldozers et de bûcherons, de la «Jungle» de Calais. 276 exilés afghans, dont 135 se présentant comme mineurs, ont été interpellés.



Les No Border ont tenté de s'interposer en faisant une chaîne humaine de protection autour des Afghans. Dans la violence, les cris et les larmes, les policiers procèdent à ce qu'ils n'ont pas peur d'appeler le «tri», de honteuse mémoire, entre mineurs, placés en foyer, et majeurs, menacés de retour forcé dans un pays en guerre. Le tout au grand soulagement de Natacha Bouchart, maire UMP de Calais, nullement choquée par la brutalité de cette rafle, et

devant un Besson satisfait qui se félicite de «l'humanisme» de l'intervention. Arrêtés après le démantèlement de la «Jungle», les migrants ont été éparpillés en centre de rétention un peu partout en France, afin de les couper de leurs soutiens. Suite au constat de l'irrégularité de la rétention par les juges de la détention et de la liberté (JDL), le Parquet a fait appel de la demande d'annulation. 40 Afghans se sont ainsi retrouvés devant le tribunal de Nîmes. Se tient alors une parodie de justice (avocats débordés, interprètes incompétents, dossiers

égérés) et refus de toutes les requêtes des Afghans, y compris celles de reconnaissance de minorité ou les demandes d'asile. Retour au centre de rétention avant expulsion vers l'Afghanistan. On assiste à un traitement de masse avec procédure d'urgence, sans moyens pour un examen individuel des situations. Atteintes aux droits de la défense, non respect des procédures, erreurs préjudiciables aux droits des personnes, l'Europe forteresse n'a pas fini de bafouer les Droits de l'homme.

SUITE DE L'ARTICLE EN PAGE 3

LA POSTE HALTE À LA PRIVATISATION



Une campagne de votation citoyenne se déroule jusqu'au 3 octobre pour dire non à la privatisation de la poste. Le changement de statut voulu par le gouvernement aura comme conséquences la réduction des effectifs, la baisse de la qualité de la distribution du courrier... comme cela s'est produit dans les pays européens qui ont déjà procédé à la privatisation. Le NPA réclame au contraire, un maintien du statut public de la poste et une amélioration des services rendus à la population. LIRE PAGES 6 & 7

ALLEMAGNE-PORTUGAL PERCÉE DE LA GAUCHE RADICALE

Dimanche 28 septembre, des élections législatives se sont déroulées en Allemagne et au Portugal. Elles se sont traduites par un recul de la social-démocratie et une nette avancée de Die Linke, en Allemagne et du Bloc de gauche, au Portugal. LIRE PAGE 8

GRÈVE DU LAIT LES PRODUCTEURS EXPLOITÉS

Les producteurs de lait d'Europe, qui ne le vendent que 27 centimes le litre, se battent pour recevoir la juste rémunération de leur travail. Ils font face aux industriels de la production et de la distribution ainsi qu'aux dirigeants de l'Union européenne dans une lutte contre un libéralisme qui favorise les gros producteurs et la spéculation. LIRE PAGE 4



édito

Par **Yvan Lemaître**

UN BUDGET POUR LES PATRONS ET LES RICHES

« Un budget 2010 taillé pour les entreprises » titre le journal *La Tribune* à propos du budget de l'État présenté par Fillon. Il faut lire un

budget taillé pour les patrons et les riches que l'État abreuve de nouvelles subventions au prix d'un déficit qui ne cesse de s'aggraver. La réforme de la taxe professionnelle leur rapportera 6 milliards d'euros, auxquels s'ajoutent 700 millions dus à la suppression de l'impôt forfaitaire annuel. Tout cela, bien sûr, en prime des milliards d'exonération de cotisations sociales... Le déficit de l'État atteindra 140 milliards d'euros en 2009. Il était de 50 milliards en 2007 au moment de l'élection de Sarkozy. Cette dette sera financée par l'emprunt fait auprès de la bourgeoisie, des riches auxquels l'État assure ainsi une véritable rente. Le paiement des intérêts de la dette est un des postes budgétaires les plus importants. À cette rente s'ajoutera celle du grand emprunt de 100 milliards annoncé par Sarkozy... Au nom, dit Fillon, de la défense de l'emploi et de la compétitivité pour préparer la reprise. Mensonge éhonté! Étrange défense de l'emploi que la politique de réduction des postes dans la fonction publique (30 000 rien que pour 2010), au prix d'une dégradation constante des services publics. Et dans le privé, les licenciements continuent, la précarité se généralise au nom de... la compétitivité. La politique de l'État est une véritable fuite en avant qui ne répond en rien à l'intérêt général. Elle est entièrement au service des classes privilégiées contre les classes populaires qui subissent la taxe carbone, l'augmentation de 2 euros du forfait hospitalier... Comble du cynisme, au nom de l'égalité, Fillon a repris à son compte la proposition de Copé de rendre impossibles les indemnités journalières en cas d'accident du travail. Cette politique de classe aveugle concentre toujours plus de richesses entre les mains d'une minorité, au détriment de l'immense majorité de la population. Cette fuite en avant, loin de résoudre la crise, en prépare l'aggravation.

1^{er} OCTOBRE, PARIS. Rassemblement en solidarité avec les ouvriers de Kraft Argentine, en lutte contre les licenciements et la répression policière, à l'appel du Comité d'appui aux luttes du peuple argentin (Calpa). RV à 18 heures devant l'ambassade d'Argentine, à l'angle de la rue Cimarosa et de l'avenue Kléber, M° Boissière, ligne 6.

3 OCTOBRE, LA POSTE, NATIONAL. Consultation nationale sur la privatisation de la poste, à l'initiative du Comité national contre la privatisation de la poste. Bulletins de votes disponibles sur www.appelpourlaposte.fr, à glisser dans les mairies, bureaux de poste, marchés, etc.

3-4 OCTOBRE, COLMAR. Le réseau « Sortir du nucléaire » appelle à la mobilisation pour la fermeture de la centrale de Fessenheim (Haut-Rhin). Grande manifestation le 3 octobre (14 heures, place Rapp). La soirée du 3 et la journée du 4 octobre seront consacrées à des conférences, débats, animations, etc. (lire page 5).

3-4 OCTOBRE, BESANÇON. « La Grande Lessive », festival des alternatives au capitalisme, à Montferrand-le-Château (site de la mairie), près de Besançon. Au programme : théâtre, concerts, marché bio, débats, etc. Parmi les intervenants pour le NPA : Catherine Samary

(autogestion), Stéphanie Treillet (décroissance), Georges Ubbiali (transition politique), etc. Programme détaillé sur : www.lecailloudanslemocassin.fr. Contact : cacbesac@hotmail.com

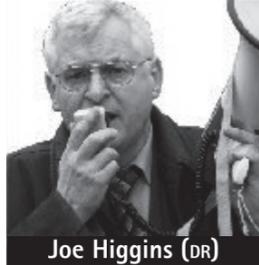
3-4 OCTOBRE, PARIS. Soirée cinéma le 3 octobre au ministère de la Régularisation de tous les sans-papiers, à 19h30, 14 rue Baudelique Paris 18^e - M° Simplon. Projection du film *Chacun pour tous* du collectif Tribudom et de *Africa Paradis* de Sylvestre Amoussou. Concert le 4 octobre à 15 heures, avec Jolie Môme, Christian Paccoud et Le Gros Cœur.

10 OCTOBRE, PARIS. Manifestation nationale unitaire pour la régularisation de tous les sans-papiers. Départ à 14 heures du ministère de la Régularisation de tous les sans-papiers, 14, rue Baudelique, Paris 18^e, en direction du ministère de l'Immigration et de l'Identité nationale.

TOUS LES DIMANCHES, RESF, PARIS. Rassemblement et ronde sur le parvis de Notre-Dame, de 16 à 17 heures, à l'appel du RESF, contre la politique xénophobe du gouvernement, jusqu'au 20^e anniversaire de la Convention internationale des droits de l'enfant le 20 novembre.

À SUIVRE SUR www.npa2009.org

regards



Joe Higgins (DR)

Propos recueillis par Alexandre Rouillard

IRLANDE **NON AU TRAITÉ DE LISBONNE!**

Interview de Joe Higgins, député européen du Socialist Party (section irlandaise du Comité pour une internationale ouvrière, dont les membres en France sont regroupés dans le courant gauche révolutionnaire du NPA) et principal animateur de la campagne pour le « non » de gauche au traité de Lisbonne.

Dans quelle situation politique et sociale se passe la campagne du référendum sur le traité de Lisbonne ?

Il se situe dans un contexte de crise économique sans précédent. D'après les prévisions, l'économie irlandaise se sera contractée de 9% d'ici à la fin de l'année 2010, ce qui représente la plus grande chute du monde occidental. L'année dernière, le chômage a plus que doublé pour dépasser 10%. L'attitude du gouvernement de droite Fianna Fáil/Verts a été de couper dans les salaires des travailleurs du public et dans les services publics eux-mêmes, d'introduire de nouvelles taxes et de renflouer les banques à hauteur de 54 milliards d'euros avec l'argent des contribuables. Le gouvernement est aujourd'hui à 19% d'opinions favorables dans les sondages. Il y a eu des manifestations contre la politique du gouvernement mais les dirigeants syndicaux ont joué un rôle très négatif. Ils restreignent le mouvement, proposent des négociations et parlent de « partager la douleur » même si la classe ouvrière ne porte aucune responsabilité dans la crise. Le Socialist Party, qui est vu comme jouant un rôle dirigeant du côté du « non » souligne que la politique qui a causé la crise est celle défendue par le traité de Lisbonne.

Sur quels axes et quels points fondamentaux se passe la campagne pour le « non » ?

Le principal point d'attaque du Socialist Party – et d'autres forces progressistes et de gauche qui s'opposent au traité – concerne les attaques sur les droits des travailleurs, avec des juges hauts placés de la Cour européenne de justice (Laval, Viking, Ruffert, Luxembourg), qui ont tous servi à minimiser les niveaux de salaire définis en convention collective, et même casser localement des lois qui protègent les travailleurs. D'autres questions importantes liées à Lisbonne comprennent aussi une militarisation accrue, avec l'Agence de défense européenne (ADE) qui obtient un statut officiel dans le traité. L'ADE est notamment chargée d'aider le commerce d'armes européen et agit comme un marchand d'armes sur la scène mondiale. Le traité de Lisbonne pourra aussi donner l'autorisation à des groupes de pays membres de l'UE de s'allier pour lancer des campagnes militaires au nom de toute l'UE, Irlande comprise. Il y a une opposition énorme en Irlande face à la notion d'alliances militaires et il y a eu des mobilisations significatives contre la guerre en Irak.

Quelles sont les forces qui appellent à voter « oui » et sur quels arguments ?

Tout l'establishment politique appelle au « oui » et ils ignorent complètement le contenu du traité lui-même. Ils utilisent une campagne de peur et d'intimidation pour appeler au « oui ». Ils disent que la crise (qu'ils ont causée) sera pire et que l'Irlande sera isolée du reste de l'Europe. Ils ne mentionnent pas le fait que le même traité en essence a été rejeté par les classes ouvrières française et néerlandaise et que le commissaire européen irlandais, Charlie McCreevy, a reconnu que si le reste de l'Europe avait la possibilité de voter par référendum, 95% le rejetteraient (ce qui est

probablement une exagération). Les partisans du « oui » ont l'attitude typique de ne pas discuter des arguments du Socialist Party et de la gauche qui appellent au « non ». Au lieu de ça, ils se concentrent sur l'extrême droite et les éléments ultra-religieux qui appellent aussi à voter « non », mais avec des arguments complètement hors de propos, comme l'avortement. De manière scandaleuse, la plupart des dirigeants syndicaux appellent à voter « oui » en disant que la Charte des droits fondamentaux obtiendra un statut officiel, ce qui améliorera la situation des droits des travailleurs. Il y a eu beaucoup de débats à ce propos dans le mouvement ouvrier. Les arguments peuvent paraître compliqués mais ce que nous essayons d'expliquer, c'est que si la Charte mentionne le droit de rejoindre un syndicat et le droit de négocier collectivement, ces droits sont limités par l'article 52 qui donne priorité aux droits des patrons et à leurs profits. Dernièrement en Irlande, il y a eu des luttes industrielles de premier plan à Coca-Cola, MTL Docks, Thomas Cook, Carrols Joinery, où des décrets de la Cour suprême ont permis aux patrons d'éviter des grèves et des occupations. La situation à laquelle ces travailleurs et les autres font face dans leurs combats pour défendre leurs emplois, salaires et conditions de travail ne s'améliorera pas d'un pouce sous Lisbonne. Les partisans du « oui » dépendent probablement dix fois plus que ceux du « non » dans cette campagne. Les règles de diffusion ont été changées afin que les débats radio ne donnent pas le même temps aux deux côtés, et la droite obtient donc la majorité du temps pour elle. 90% des journaux soutiennent le « oui ». Ces facteurs rendent plus probable un vote « oui » pour cette fois. Mais si c'est le cas, l'autorité de la gauche et des forces comme le Socialist Party apparaîtra renforcée lorsque les gens réaliseront la réalité de ce traité, quand il sera utilisé par l'UE et les différents gouvernements pour aggraver leurs attaques sur les travailleurs et les services publics, augmenter la capacité militaire de l'UE, etc. Les partisans du « oui » disent que nous n'avons pas d'alternative et que nous sommes « anti-Europe » ; mais notre matériel sur le référendum explique notre alternative : nous sommes en faveur d'une Europe socialiste où les vastes ressources du continent sont contrôlées démocratiquement par le peuple d'Europe et utilisées pour satisfaire nos besoins.



(DR)



FORUM SOCIAL DES QUARTIERS POPULAIRES LUTTER AVEC LES QUARTIERS

Le troisième forum social des quartiers populaires s'est déroulé dans la cité du Petit-Bard, à Montpellier, les 26 et 27 septembre. Une rencontre importante où des militants venus de toute la France ont pu discuter politique. Des militants du NPA, dont Olivier Besancenot, étaient présents.



(STÉPHANIE CLAVERIE)

Pourquoi venir monter des chapiteaux au pied d'une cité où les rats sont mieux logés que les habitants? C'est, justement, pour rendre hommage à la lutte que ces habitants ont mené, depuis 2004, suite à la mort d'un des leurs dans l'incendie d'une cage d'escalier sans extincteur se battant en duel. Pour rendre hommage aussi à l'un des animateurs de cette lutte dont l'énergie fait aujourd'hui défaut, Abdenour Tataï, disparu en 2007. Beaucoup d'échanges passionnés et passionnants ont eu lieu entre des militants venus en particulier de Toulon, Lyon, Paris, Aix et Marseille. Avec en fil rouge la revendication simple de l'égalité: les habitants des quartiers ont le droit aux mêmes conditions de vie que les autres, un point c'est tout. Quelques jalons ont été posés pour la suite, comme le lance-

ment d'un Mouvement politique des quartiers populaires. Le NPA souhaite la bienvenue à ce nouveau partenaire politique et a invité le Forum social des quartiers populaires, au même titre que les autres organisations de la gauche radicale, à participer au groupe de travail sur les élections régionales (lire page 11). Le débat, organisé en face à face, entre le Forum et les partis politiques (Tarek Ben Hiba pour la Fédération et Olivier Besancenot pour le NPA) a montré l'accord d'analyse sur l'indispensable nécessité de s'attaquer au système lui-même et ceci en toute indépendance vis-à-vis du PS. Des intervenants ont souligné les énormes réticences qu'ils ont à travailler avec le PG à cause de ses conceptions sur la laïcité, l'intégration et la République. Le NPA a souligné que l'on ne peut établir de hiérarchie entre les luttes, celles des quartiers et les grèves dans la fonction publique ou le privé.

Quelques désaccords, donc, et une méfiance réitérée contre toute instrumentalisation et tout paternalisme. Cela a donné lieu à des étincelles, des clashes, voire des malentendus, mais une discussion franche a eu lieu, c'est peut-être la nouveauté. Il y aura d'autres divergences mais, sans être exagérément optimistes sur la suite, on peut considérer que ces étincelles sont le produit de traditions militantes séparées jusque-là qui se frottent aujourd'hui les unes aux autres pour réaliser un travail en commun. Ce travail en commun est en route avec la campagne «Police, personne ne bouge!» et se poursuit avec la mise en place d'une Fondation de soutien aux victimes de crimes policiers dont le Forum social des quartiers populaires a pris l'initiative et à laquelle le NPA participe. Le but de cette fondation sera de mettre en place un soutien juridique (réseau d'avocats bénévoles) et financier (pour

les frais de justice) pour aider les familles des victimes de violences policières. Les discussions sont aussi formellement engagées en vue des élections régionales. Mais pour nous, il n'y a pas que les élections, et la suite commence dès demain, notamment avec la campagne «Police, personne ne bouge!» C'est dans la pratique militante commune que nous modifierons nos représentations et construirons le rapport de forces nécessaire pour gagner. Le forum s'est conclu par un couscous offert par les habitants et un concert, animé par Mouss & Hakim et HK & les Saltimbanks, où parents, enfants et chibanis¹ ont fait la fête ensemble. La politique c'est aussi la fête, l'échange et le partage. **Will, Nico et Miguel, Commission quartiers populaires du NPA**

1. Les anciens

LA HONTE

SUITE DE LA PAGE 1

Après les propos ouvertement racistes d'Hortefeux, cette opération de ratissage est un nouveau signal en direction de l'électorat le plus réactionnaire. Elle s'inscrit dans une série de surenchères racistes qui visent à stigmatiser les immigrés, pour en faire des boucs émissaires de la crise. Limite de l'espace Schengen, le littoral français est un passage obligé pour de nombreux étrangers en partance pour l'Angleterre. Ils sont plus de 67 000 à avoir transité par Sangatte de 1999 à 2002. Contrairement aux déclarations fanfaronnantes de Sarkozy, alors ministre de l'Intérieur, la destruction très médiatisée de l'immense hangar de Sangatte après 2002 n'a pas «réglé» le problème des exilés, qui se sont éparpillés dans des camps de fortune aux alentours de Calais. Cette région est devenue emblématique de la détresse des exilés. Organisés par nationalités, ce sont environ 1 500 migrants qui s'entassent dans des «jungles», zones industrielles ou terrains boisés laissés à l'abandon, où ils construisent des abris rudimentaires et survivent dans des conditions d'hygiène et de sécurité atroces, sous une pression policière permanente: réveil aux lacrymos, gazages des affaires personnelles, etc. La municipalité de Calais refuse même de construire des douches sur le campement, afin d'ostraciser encore plus une population en souffrance. C'est grâce à la mise en place d'un réseau de solidarité militante et citoyenne que les migrants ne sont pas totalement abandonnés. Parmi les plus actifs, le groupe des No Border qui milite pour la liberté de circulation, la fin des contrôles et des frontières, et qui installe, comme en juin 2009, des camps de sensibilisation et de mobilisation autour des exilés, malgré une dissuasion policière oppressante et violente.

Les contrôles migratoires sont renforcés dans la région afin d'en chasser les étrangers, Irakiens, Afghans, Iraniens. Mais cette traque n'a pas l'effet escompté par les autorités, la plupart des interpellés n'étant pas reconductibles à la frontière. Relâchés au bout de 24 heures avec une injonction de quitter le territoire, ils reviennent régulièrement se réinstaller. Certains quartiers du Nord et de l'Est parisien sont devenus des lieux de transit. C'est la véritable hypocrisie d'un État qui veut montrer qu'il agit tout en étant conscient de la portée limitée de ses actes, et qui refuse de réfléchir aux causes profondes des migrations. Ce sont les mêmes gouvernements occidentaux qui bombardent l'Irak, l'Afghanistan et pourchassent ici ceux qui ont fui la misère et la mort. Cette politique de chasse aux immigrés se mène à l'échelle européenne et un consensus unit aussi bien les gouvernements de droite que de «gauche». L'Europe a mis au point une série d'outils pour contrôler les flux migratoires et rendre hermétique et dangereux l'accès à ses frontières (Frontex, Eurodac, Dublin II). Cette politique de contrôle de l'immigration est malheureusement partagée par la majorité du PS. Cet été, c'est Delanoë qui faisait expulser les exilés du 10^e arrondissement de Paris, «pour leur bien». Preuve du cynisme, aucune solution n'est offerte aux migrants qui, quelques jours plus tard, se sont à nouveau rassemblés, après avoir subi les violences et humiliations policières. Ni le médiatique Jack Lang (député de la région) ni le PS ne se sont montrés aux côtés des migrants. De son côté, le NPA veut construire la résistance, faisant tout pour stopper cette politique. Il faut faire converger les différents réseaux (No Border, RESF, collectifs sans-papiers, syndicats, partis...) dans un vaste mouvement pour la régularisation de tous les sans-papiers, l'arrêt immédiat de la chasse aux immigrés et la liberté de circuler. La manifestation unitaire au départ du ministère de la Régularisation de tous les sans-papiers est une étape importante de la mobilisation. Descendons tous dans la rue le 10 octobre pour dire stop à cette politique raciste!

Gisèle Felhendler et Antoine Boulangé



(PL)

et aussi

PAS DE TRÈVE POUR ERWAN. Erwan Redon a le don de plaire à son inspecteur. Il était convoqué en juillet à un conseil disciplinaire pour «insuffisance professionnelle» car cet enseignant de Marseille refuse autant les inspections que le fichier base-élèves. Il a comme autres défauts d'appartenir à RESF et de désobéir aux nouvelles injonctions du ministère. Son inspecteur, l'acharné Gérard Trève, pas dégoûté d'avoir pris une leçon de droit en juillet en requalifiant «l'insuffisance» en «faute professionnelle», a remis le couvert et convoqué Erwan le 17 septembre. À la fois autorité disciplinaire et président de la commission, ce qui est contraire aux règles, l'inspecteur a abordé les débats à 15 heures pour les achever à 3 heures du matin. Il est vrai qu'on ne compte pas ses heures dans l'enseignement... Durant ces «heurts», des manifestants encadrés par la Lutte enchantée, une chorale de chants révolutionnaires, ont soutenu le moral d'Erwan. Le verdict est tombé: Erwan est muté. Il vient de faire appel.

DROITS DERRIÈRE. En décembre 2008, lors du débat sur la responsabilité pénale des mineurs, la Défenseure des enfants s'était élevée publiquement contre le projet de loi prévoyant un emprisonnement dès l'âge de 12 ans. Tous les ans, la Commission nationale de déontologie de la sécurité (CNDS), qui traite les dérapages de la police, de la gendarmerie, de l'administration pénitentiaire ou de vigiles privés, remet un rapport accablant de vérité sur les nombreux abus et violences commis par les divers représentants de ces professions. On s'en doute, ces tentatives de contre-pouvoir, pourtant insuffisantes, dérangent fortement le gouvernement de Sarkozy. Après plusieurs coupes claires dans leur budget, une solution a finalement été trouvée pour les faire taire: les supprimer! Pour sauver les apparences, les deux instances seront remplacées par un unique «Défenseur des droits», aux pouvoirs encore plus limités. On se doute qu'il sera choisi avec soin.

MOLEX ENSEIGNEMENTS D'UNE LUTTE

Après onze mois de lutte, les salariés de Molex ont dû accepter, la mort dans l'âme, un plan social qui entérine 283 licenciements.

LES SALARIÉS sont amers car une « prime-valise » n'a jamais été leur objectif. Le protocole, signé au ministère de l'Industrie, accepte le diktat des patrons américains : liquidation du site de Villemur-sur-Tarn et transfert de la production. L'État octroie un prêt aux patrons pour capitaliser une société écran qui sera cédée ensuite à un fonds de pension à risques, HIG Capital. L'engagement du gouvernement ne porte que sur la création de 60 postes au maximum d'ici un an.

Face à cette multinationale de choc et à un pouvoir qui la soutient, la lutte était-elle perdue d'avance? Pas si simple. Au cours des onze mois de lutte, la conscience a progressé. La sollicitation des élus a été remplacée par la volonté d'agir soi-même, c'est-à-dire dans le cadre d'un collectif des travailleurs mobilisés. Dans le collectif, des animateurs de la lutte ont posé une question fondamentale : a-t-on besoin des patrons, des actionnaires pour faire tourner la boîte? Une question que les militants du NPA traduisaient dans leurs tracts par « réquisition et auto-gestion ». Ces discussions ont eu lieu mais n'ont pas convaincu le collectif. Même l'interdiction des licenciements, pourtant légitime à leurs yeux, n'a pas été portée formellement, les Molex préférant faire la démonstration que le site était « viable ». Il est présumptueux de dresser en quelques lignes tous les enseignements d'une longue lutte mais l'on peut tracer certaines pistes de réflexion pour avancer. Le niveau de conscience ne peut être le même pour tous au sein d'un collectif qui se bat dans un contexte de crise sans précédent du capitalisme et pouvant conduire à un certain fatalisme.

Des résistances multiples existent parmi les salariés victimes des licenciements, et certains œuvrent à les faire converger, comme l'a démontré la journée du 17 septembre. Les salariés, au pied du mur, sont obligés de constater l'absence de convergences fortes, les directions et directives syndicales n'offrant aucune perspective d'ensemble et semant des illusions, sans pour autant voir leurs orientations critiquées. Malgré cela, chez les Molex, la volonté de chercher des soutiens à l'extérieur et de soutenir d'autres luttes (répression à EDF-GDF, Freescale) a toujours été présente. Ce qui révèle leur conscience d'appartenir à une même classe opprimée et victime d'un système injuste et inique. Les réponses à opposer à ce système ne sont pas si évidentes à porter de manière collective au niveau d'une entreprise qui ferme, sans mobilisations d'ensemble, les revendications les plus légitimes n'apparaissant pas les plus simples à mettre en avant. Cependant, les Molex ont indiqué un chemin à suivre, tout simplement celui de la lutte nécessaire.

Myriam Martin



Morlaix, 12 septembre 2009. Les producteurs de lait distribuent gratuitement leur production sur le marché. (PHOTO THÈQUE ROUGE/ESTEBAN)

GRÈVE DU LAIT POUR SUIVRE JUSQU'À SATISFACTION

Les producteurs laitiers européens ont suspendu leur grève mais ne sont pas démobilisés. L'Union européenne maintient sa volonté de déréglementer et concentrer le secteur sur le dos des petits producteurs.

Après quinze jours de grève du lait et la multiplication d'autres actions (distributions de lait gratuit, blocages de camions de livraison), la confédération européenne des producteurs laitiers (EMB) a annoncé la suspension de la grève des livraisons jusqu'au 5 octobre, date de la réunion extraordinaire à Bruxelles des ministres européens de l'Agriculture consacrée à la crise du secteur. Les 260 à 280 euros la tonne de lait payés actuellement (contre 350 à 400 euros revendiqués), font passer la rémunération de l'écrasante majorité des producteurs en dessous du seuil de pauvreté. Leur mouvement reçoit un très large soutien de la population. Si certaines organisations, comme la Coordination rurale, voient des « avancées très positives » du côté de l'Union européenne et sont satisfaits

des propos de Sarkozy, qui a souligné depuis New York, la nécessité de « se battre pour une nouvelle régulation agricole » et de rebâtir « toute la politique agricole commune sur de nouvelles bases », d'autres restent plus prudents, comme la Confédération paysanne qui prend « acte de l'appel à la suspension de la grève du lait », mais « appelle à la poursuite des actions ».

En effet, la commissaire européenne à l'Agriculture Mariann Fischer Boel, reste fermement opposée aux quotas dont la disparition est programmée pour 2015. Le ministre de l'Agriculture, Bruno Le Maire, assure aux producteurs qu'un projet de nouvelle régulation européenne du marché leur garantissant un revenu stable est désormais soutenu par 20 des 27 pays européens. Il n'en précise pas le contenu mais tout est à craindre pour les producteurs car, selon lui, si

une régulation s'imposait, elle ne pourrait « en aucun cas être un retour aux quotas » mais plutôt une évolution vers un « système de contractualisation entre producteurs et industriels », c'est-à-dire une renforcement de la mainmise de l'industrie laitière. Il ajoute que, suite aux efforts de « modernisation » consentis dans l'industrie de transformation, c'était maintenant aux producteurs de faire leur part du chemin pour améliorer la compétitivité française sur le marché mondial. En cas de suppression des quotas d'ici à 2050, l'Institut de l'élevage prévoit qu'il ne resterait que 30 000 producteurs parmi les 100 000 actuels. Cette suppression aura pour résultat une course exacerbée à l'agrandissement, à la concentration et à l'intensification avec une illusoire compression des coûts de production pour une minorité, un grossissement des rangs des

chômeurs pour la majorité et une aggravation des problèmes de pollution de l'eau, d'atteintes à la biodiversité et d'émissions de gaz à effet de serre.

Face à cette partie de poker mentalement jouée par les dirigeants nationaux et européens, c'est une urgente revalorisation des prix et une véritable politique publique européenne de maîtrise de la production qu'il faut réclamer, couplée à une répartition équitable des droits à produire entre pays et paysans et à une gestion démocratique de la production par les producteurs et la population. La mobilisation reste d'actualité pour dénoncer les tentatives d'intoxication des tenants de ce système capitaliste et productiviste qui est socialement et écologiquement destructeur.

Matthieu Cassez

et aussi

REXAM LICENCIE EN FRANCE. Rexam, premier fournisseur mondial de cannettes, est une multinationale anglo-suédoise qui possède un site sur Gravelines (Nord) fabriquant des cannettes pour Coca-Cola entre autres. La direction souhaite fermer définitivement le site en janvier 2010 car « aucune solution étudiée ne permet d'assurer la rentabilité du site ». Les 139 salariés sont menacés de licenciements. Freddy Novoa, délégué CGT, affirme que « Rexam n'a jamais gagné autant d'argent ». Le groupe affiche 4,8 milliards d'euros de bénéfices en 2008. Des résultats positifs qui ont permis de distribuer plus de 17 millions d'euros de dividendes. Mais pour les capitalistes, il n'y a jamais assez de profits. Cette fermeture, tout comme d'autres suppressions d'emplois Rexam en France (à Rebourg et à Simandre), fait partie d'une restructuration mondiale qui cherche à les augmenter. Les travailleurs sont déterminés à lutter et ont constitué une intersyndicale CGT, CFDT, FO. Le comité de Dunkerque du NPA mettra toutes ses forces pour les soutenir.

LA VENGEANCE D'UN PRÉSIDENT. Le tribunal de Coutances (Manche) a rendu sa décision dans l'affaire de violence qui oppose un syndicaliste de la FSU, Pascal Besuelle, à un policier. En le condamnant à trois mois de prison avec sursis, le juge est allé au-delà des réquisitions du procureur qui en réclamait deux. Les faits remontent à la visite de Sarkozy à Saint-Lô. Ce jour là, au lieu du bain de foule prévu, plus de 3 000 personnes le sifflent. Pendant plus de deux heures, la police charge violemment les manifestants. Sarkozy, furieux, vire le préfet et le chef de la police. C'est dans ce contexte que Pascal Besuelle essaye, en tant que membre du service d'ordre de l'intersyndicale, de s'interposer pacifiquement entre les policiers et les manifestants. Il a toujours nié les accusations portées contre lui. Entre la parole d'un militant et celle d'un policier, la justice a tranché une nouvelle fois en faveur de la police. Ce verdict est une nouvelle attaque contre les libertés syndicales. Pascal Besuelle a décidé de faire appel.

SOUTENONS LES UTI! La légitime mobilisation de soutien pour les salariés de Continental, à Clairoux, a malheureusement fait un peu oublier la lutte des 32 salariés de UTI Logistics, filiale de Continental spécialisée dans le stockage de pneus. Ceux-ci se battent, depuis la fermeture du site de Clairoux au mois de mars, pour obtenir des conditions de départ équivalentes à celles obtenues par les Conti, aux côtés de qui ils ont pourtant lutté depuis le début du conflit. En effet, les directions de Continental et de UTI Logistics se renvoient la responsabilité pour indemniser dignement les UTI, véritables oubliés du plan de licenciement que les 1 120 Conti ont arraché de haute lutte. Aujourd'hui, les UTI, soutenus par le noyau dur des Conti, ont plus que jamais besoin d'une aide plus vaste. Vous pouvez leur apporter votre soutien, moral ou financier, à cette adresse : soutien.uti.logistics@orange.fr



et aussi



LES RAISONS DE LA GRIPPE A. C'est dans les gigantesques usines à porcs de l'agrobusiness que les fragments du virus, circulant isolément depuis 9 et 17 ans, se sont recombinés en août 2008, puis transmis à l'homme en janvier 2009. La raison : des milliers de porcs entassés, au profil génétique toujours semblable, et bourrés d'antibiotiques pour toujours plus de profits, comme à La Gloria au Mexique, dans l'usine de Smithfield, le premier producteur mondial de porc. Déjà, les gigantesques usines à poulets de Charoen Pokphand, en Asie du Sud-Est, avaient été mises en cause dans l'émergence de la grippe aviaire de 2005. Le mouvement d'hyperconcentration et de perte rapide de la biodiversité, initié par le capitalisme dans la production de porc ou de volaille, transforme l'agrobusiness en un gigantesque incubateur qui favorise les risques de recombinaison du nouveau virus, scénario noir de la grippe espagnole de 1918. La défense de la diversité génétique et d'une agriculture paysanne de proximité font donc aussi partie de nos urgences éco-socialistes.

HÔPITAUX MALADES. Depuis le 10 septembre, les trois hôpitaux publics de Nantes sont en grève, sous forme de débrayages, à l'appel de l'intersyndicale (CGT, FO, Sud). Dans sa volonté de faire des économies de personnel, la direction vient en effet de supprimer quatre jours de congé et de rallonger la durée nécessaire au passage des échelons. Une grève dans un hôpital, cela ne se voit pas forcément : beaucoup de membres du personnel sont assignés, aussi certaines formes de lutte ont été utilisées, en particulier le blocage de ce qui n'est ni urgent ni indispensable aux soins (factures...). Le tribunal administratif, appelé à la rescousse, a interdit toute nouvelle forme de blocage mais a refusé les amendes proposées. Malgré l'abandon de FO, la lutte continue. Et le soutien du NPA et du PG, manifesté devant les travailleurs et dans la presse, est une preuve de solidarité possible des usagers des hôpitaux publics.

PITTSBURGH DU G8 AU G20

Au-delà des décisions – fort modestes – prises par les dirigeants des grandes puissances lors du sommet de Pittsburgh, l'événement marquant du G20 est la nouvelle tentative des principaux pays impérialistes de construire un semblant de « directoire mondial ».

LA RÉALISATION

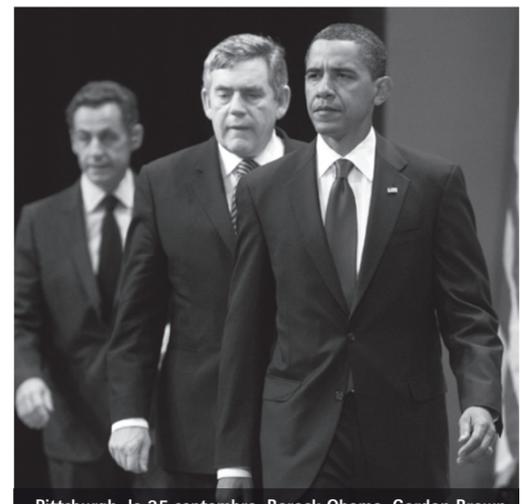
de cet objectif passait forcément par la prise en compte des nouveaux rapports de force mondiaux et, donc, l'ouverture du cercle fermé des maîtres du monde au Brésil, à la Chine et à l'Inde. Ces pays seront désormais associés aux décisions et le G20 est appelé à se substituer en quelques années au G8. Accessoirement, ce rééquilibrage se traduira aussi par une modification très limitée de la ventilation des droits de vote au sein du Fonds monétaire international (FMI) et de la Banque mondiale.

Si le G20 a, en apparence, évoqué de nombreux sujets, les résultats concrets sont maigres et servent surtout à de réjouissants exercices de communication politique, chaque chef d'État s'efforçant de convaincre que ce sont ses thèses qui l'ont emporté. Comme il fallait s'y attendre, Nicolas Sarkozy remporte haut la main la palme de l'autosatisfaction. Avant même la réunion de Pittsburgh, il déclarait : « les paradis fiscaux, le secret bancaire, c'est terminé ! » Sans blague ? Banquiers, spéculateurs et financiers en rigolent encore !

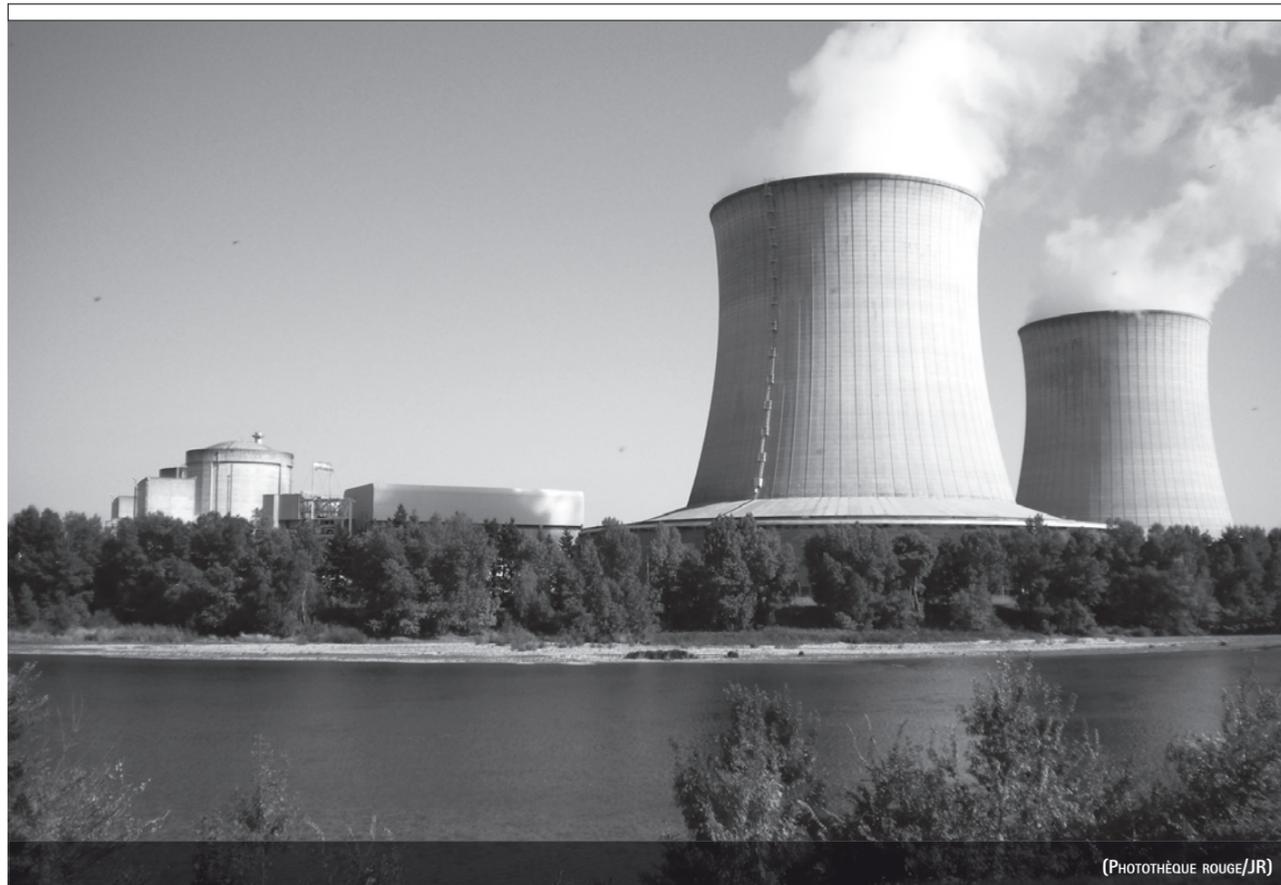
Les grands de ce monde prétendent s'atteler à la régulation du système financier, qu'il s'agisse du montant des réserves des banques ou d'une gestion un peu moins aventureuse des fameux produits dérivés. Et, sans doute, en bons défenseurs du système capitaliste, souhaitent-ils effectivement mettre en œuvre quelques garde-fous pour empêcher une nouvelle débâcle financière mondiale. En même temps, leur « volonté d'empêcher le retour aux pratiques bancaires antérieures » se heurte à la complète liberté de manœuvre que revendiquent sans vergogne les banquiers et qui s'accommode mal de la moindre contrainte. On voit d'ailleurs mal pourquoi les banquiers renonceraient à leurs extravagances : ils peuvent raisonnablement espérer que, si une nouvelle crise survenait, les gouvernements voleraient à leur secours, à grands coups d'argent public, comme en 2008. Ainsi, même la limitation des bonus des traders (une question sans doute assez secondaire sur le plan économique – quoique – mais hautement significative sur le plan idéologique et politique) sera symbolique et laissée à l'appréciation des États.

Le G20 a aussi confirmé la poursuite des plans de relance qui, concrètement, se traduisent par autant de cadeaux aux entreprises privées, financés sur fonds publics. Par contre, les puissants s'inquiètent déjà des déficits publics : inquiétude qui, en général, annonce de nouvelles coupes dans les budgets sociaux. À propos du sommet de Copenhague, ils annoncent déjà qu'il ne faut pas en attendre grand chose. Quant aux 50 milliards pour lutter contre la pauvreté promis par le G8, il n'en est plus question. Alors à 7, à 8 ou à 20, c'est toujours la loi des exploités qu'ils défendent !

François Coustal



Pittsburgh, le 25 septembre. Barack Obama, Gordon Brown et Nicolas Sarkozy. (REUTERS)



(PHOTO THÈQUE ROUGE/JR)

NUCLÉAIRE FERMONS LA CENTRALE DE FESSENHEIM !

Le NPA, en tant qu'adhérent du réseau « Sortir du nucléaire » qui regroupe 841 organisations, appelle à une mobilisation importante le samedi 3 octobre, à Colmar.



La France, pays le plus nucléarisé du monde, continue la politique de l'impasse, ratant ainsi sa conversion aux énergies nouvelles, qui permettrait de répondre aux enjeux énergétiques et climatiques tout en créant des milliers d'emplois. Le nucléaire et ses déchets n'ont rien d'une énergie propre : leur dangerosité menace l'avenir de l'humanité.

La centrale nucléaire de Fessenheim est la plus vieille de France. Elle va être mise à l'arrêt pour sa troisième visite décennale. Elle ne doit pas être prolongée !

Avec l'accumulation de nombreux incidents, qui sont quatre fois plus nombreux que la moyenne des centrales, elle fait courir à ses salariés et à la population des risques

très importants. La privatisation d'EDF et la recherche de la rentabilité pour cette entreprise conduisent par ailleurs à une dégradation des conditions de travail des salariés du nucléaire et à leur mise en danger croissante.

Pour combattre le changement climatique et sortir du nucléaire sans faire payer ni les usagers ni les salariés du secteur de l'énergie, la seule solution est de réquisitionner les entreprises comme Total, Areva, EDF, GDF-Suez. La réquisition de ces entreprises et de leurs bénéficiaires (plus de 20 milliards d'euros en 2009), s'accompagnerait d'une politique publique d'économies d'énergie, de décentralisation de la production et le développement volontariste des énergies renouvelables. Elle permettrait également aux salariés de ce secteur une reconversion qui garan-

tisse l'emploi, les salaires et le maintien des collectifs de travail, sans compter, pour chaque usager, des factures d'électricité et de gaz qui diminuent.

Le NPA dénonce par ailleurs les conditions imposées par la préfecture d'Alsace, à quelques jours de la manifestation. La préfecture veut interdire le départ depuis la place Rapp sous de faux prétextes sécuritaires, afin de cacher l'ampleur de la mobilisation pour la fermeture de la centrale de Fessenheim, qui représente bien la vraie menace dans la région. Cette décision fait suite aux nombreuses remises en cause des droits démocratiques élémentaires dans les entreprises du nucléaire, comme par exemple la remise en cause du droit de grève à EDF en juin dernier (réquisitions des grévistes sur les centrales nu-

cléaires de Cattenom, Cruas, Dampierre, Bugey et Paluel) et cache en réalité la volonté d'interdire toute expression qui fragilise ou remet en cause le nucléaire.

Rien ne justifie cette interdiction qui s'assimile à une atteinte à la liberté d'expression et de manifestation. La préfecture doit prendre ses responsabilités et permettre que ce rassemblement festif se déroule dans les conditions prévues.

Ensemble nous demandons la fermeture et le démantèlement de la centrale nucléaire de Fessenheim afin de protéger les salariés et la population et de nous assurer un avenir préservé.

Laurence Lyonnais



NPargu

POSTE : À LA PRIVAT

Premier de cordée de la rentrée sociale 2009 du secteur public, la poste, son personnel, les syndicats et les usagers sont désormais à la croisée des chemins. La fin du printemps et l'été ont été marqués par des luttes dures et longues de salariés du secteur privé. Leur radicalité a parfois payé et a eu des échos dans l'opinion. Ces luttes ont souvent été présentées par les médias comme des actions de voyous, alors que face à des patrons et des racketteurs agissant sous l'œil bienveillant de l'État, l'action est la seule alternative. Le 22 septembre, à l'appel des syndicats de La Poste, CGT, FO, CFTC, CFDT et SUD, le personnel s'est fortement mobilisé contre le projet gouvernemental de changement de statut qui conduit tout droit à la privatisation. Cette journée devrait inciter les postiers à amplifier le mouvement avec le soutien de la population.

**Le 3 octobre : voter et faire voter contre la privatisation !
Et préparer la suite.**

Le 3 octobre, à l'occasion de la votation citoyenne organisée sur tout le territoire par le Comité national contre la privatisation de la poste, tous les usagers en âge de voter, et ce sans discrimination, pourront s'exprimer. Car l'avenir du service public postal ne laisse personne indifférent. Nous devons nous mobiliser partout, dans les entreprises, les quartiers, les lieux de vie pour participer à cette consultation. Un succès en termes de participation serait une claque pour Sarkozy et son gouvernement et pourrait inciter les confédérations à prendre en compte ce baromètre électoral pour proposer un mouvement social interprofessionnel public/privé au-delà des grèves de 24 heures. Les salariés s'étaient exprimés dans ce sens en participant massivement aux journées des 29 janvier et 19 mars. Ce n'est peut-être que partie remise.



LES FAUSSES RAISONS D'UN CHANGEMENT DE STATUT :

La Poste a beaucoup communiqué sur sa dette et le besoin que représenterait un «investissement supplémentaire de 2,7 milliards» pour «moderniser» l'entreprise. C'est pourtant faire abstraction de la dette contractée par l'État envers la poste. Dans le cadre des missions de service public confiées à la poste pour 2007, l'État lui doit :

- 415 millions pour la distribution de la presse,
- 255 millions pour l'aménagement du territoire (la présence postale sur tout le territoire),
- 88 millions pour l'accessibilité bancaire.

Chaque année, ce sont près de 800 millions d'euros qui sont laissés au passif de la poste. Aujourd'hui, avec les centaines de milliards que les différents gouvernements sont prêts à injecter dans les banques, on voit bien que les 2,7 milliards sont dérisoires.

La logique de profits du système capitaliste est clairement mise à nue. Il s'agit de socialiser les pertes et de privatiser les profits. Et c'est vrai que la poste fait des profits :

- 579 millions d'euros en 2005
- 789 millions d'euros en 2006
- 943 millions d'euros en 2007
- 529 millions d'euros en 2008

Un autre argument est largement diffusé : «il ne s'agit que d'une ouverture du capital». Rien de nouveau sous le soleil, c'est la rengaine préférée des gouvernements, qu'ils soient de gauche ou de droite, pour faire avaler la pilule de la privatisation. Pour France Télécom, l'État devait rester actionnaire à hauteur de 50%. Aujourd'hui, il n'en détient plus que 26 %.

Autre exemple, celui d'EDF-GDF. Le 6 avril 2004, Sarkozy – alors ministre des Finances – jurait la main sur le cœur : «On ne viendra pas à la privatisation. C'est clair, c'est simple et c'est net. Il n'y aura pas de privatisation d'EDF ou Gaz de France».

Ce qui est clair et net, c'est la séparation entre EDF et GDF, qui a elle-même fusionné avec Suez.

Enfin un dernier argument : «la Constitution nous protège de la privatisation». Cela se saurait si la Constitution était faite par et pour les travailleurs. Sans dresser un catalogue des droits inscrits dans la Constitution et allègrement bafoués, il suffit de prendre le droit constitutionnel au logement qui n'empêche aucunement de se retrouver à la rue. La Constitution préfère, il est vrai, faire respecter le droit de propriété lui aussi inscrit dans le texte...

FILIALISATION, RÉORGANISATION : PRIVATISATION RAMPANTE DU GROUPE LA POSTE

À l'instar de Mao en 1958, le président de la poste, Bailly, a annoncé avec l'ouverture du capital et la transformation en société anonyme «un grand pas en avant». Et c'est vrai que la privatisation va changer beaucoup de choses.

Mais depuis de nombreuses années, il faut aussi mesurer à quel point les réorganisations incessantes ont fait de La Poste un groupe capable de s'imposer sur les marchés mondiaux à l'égal des multinationales. Avec près de 21 milliards d'euros de chiffre d'affaires, elle se place d'ores et déjà dans le peloton de tête des prétendants au leadership mondial. Ses trois holdings regroupant près de vingt filiales (dites de «premier plan») lui permettent de figurer parmi les principaux opérateurs européens. Directement implantée

en Grande-Bretagne, en Irlande et en Pologne, le groupe se positionne en seconde place européenne sur le colis express. Assurances, placements immobiliers, courtages, partenariats divers (aux USA avec Fedex) promettent un avenir radieux aux futurs actionnaires qui peuvent déjà faire leur armes avec Néopost, une filiale cotée au CAC Next 20, l'anti-chambre du CAC 40.

Le grand projet qui se met en place depuis plus de vingt ans est donc bien éloigné de ce que l'on pourrait attendre d'un service public. Près de la moitié des salariés de La Poste sont déjà sous statut privé et c'est aussi le cas de la presque totalité des filiales. Fallait-il aller encore plus loin ? Évidemment non.

Consulta
sur la
de
le samedi

Votati
dan
c'est à
CH

vements

HALTE PRIVATISATION!

DES ATTAQUES INCESSANTES CONTRE LE PERSONNEL

Pour anticiper la privatisation de la poste, la direction cherche à la rentabiliser davantage et attaque frontalement les droits des postiers.

Les « réorganisations » permanentes se traduisent systématiquement par des suppressions d'emplois (50 000 postes en moins depuis 2002). Pour les personnels, cela signifie une augmentation de la charge de travail, travailler plus pour gagner pareil, alors que les salaires des postiers « de base » sont déjà proches du Smic. Les salariés sont de plus en plus souvent remplacés par des machines, au point que des centres de tri entiers ferment pour laisser la place à des « plateformes industrielles courrier ».

La pression du tout commercial s'intensifie : objectifs chiffrés de vente

pour les guichetiers dont les revenus sont en partie composés de commissions... les bureaux de poste se transforment en épicerie, où l'on vend de tout et n'importe quoi. Les guichetiers sont mis en concurrence ; on met en vente des timbres à l'effigie de Johnny Halliday et on fait miroiter une promotion aux meilleurs vendeurs au détriment de leurs collègues.

La répression revêt deux visages à la poste : les poursuites disciplinaires de plus en plus systématiques sous n'importe quel prétexte, visant particulièrement les agents non-alignés, âgés et à la santé fragile... Et le « pack huissiers-police-justice » contre les grèves. La direction ne lésine pas sur les moyens quand il s'agit de cogner sur les salariés.

CE QUE LA PRIVATISATION VA CHANGER

Si la privatisation passe, cela se traduira d'abord par une accélération de toutes les attaques en cours. Avec des éléments nouveaux et parfois décisifs comme les licenciements collectifs et la possibilité d'aligner les retraites sur le régime général, ce qui se traduirait par une hausse des cotisations et une baisse des pensions.

La qualité du service va baisser : avec des milliers de facteurs en moins, le courrier ne pourra pas être correctement distribué. Les prix vont augmenter : envoyer une lettre à l'autre bout de la France coûte plus que 56 centimes à la poste. Quand il faudra payer les services rendus au prix du marché, ce sera douloureux pour les usagers. D'autant plus que la concurrence

n'a pas les vertus qu'on lui prête : tôt ou tard des multinationales qui ne se gênent pas pour faire payer très cher leurs services, contrôleront le marché. Pour l'instant, le monopole public permet à tout le monde d'être raccordé gratuitement au réseau postal. Qu'est-ce qui empêchera de faire payer ce service, à part les promesses de Sarkozy ? On imagine la fragilisation sociale que cela entraînerait pour les plus démunis de ne même plus avoir de droit garanti à recevoir du courrier... Sans parler des milliers de fermetures de bureaux de poste en zone rurale et dans les quartiers populaires. La privatisation signifie la transformation de la poste en machine à broyer les salariés à l'intérieur et à fabriquer de l'exclusion à l'extérieur.

DANS LES AUTRES PAYS D'EUROPE

La privatisation des postes européennes a entraîné de lourdes conséquences aussi bien pour les usagers que pour les postiers.

Au Royaume-Uni, la privatisation de la Royal Mail mise en œuvre par le « socialiste » Tony Blair, en 1999, est un tel échec que l'entreprise doit être renationalisée en catastrophe avec une perte évaluée à 1,5 milliard de livres payées par le contribuable. Une réorganisation en 2006 a conduit à la fermeture de 2 500 bureaux et à des réductions massives d'emplois.

La Suède a transformé sa poste en SARL en 1994, un tiers des emplois a été supprimé, le nombre de bureaux de poste est passé de 2 000 à 500 et le prix du timbre bat tous les records avec une augmentation de 90 % en dix ans !

Aux Pays-Bas, la poste a été transformée en SA en 1989 et a fusionné avec le groupe australien TNT en 1996. L'entreprise est connue pour avoir fait travailler des enfants dans le portage et la publicité non adressée. Elle envisage de supprimer près d'un quart des emplois dans les prochaines années. 70 % de la main-d'œuvre travaille à temps partiel et le pays compte deux à trois fois plus de points de vente que de vrais bureaux de poste.

La bataille pour un grand service public postal européen est donc plus que jamais à l'ordre du jour pour mettre à mal des privatisations qui vont bien au-delà de ce seul secteur et concernent aussi le rail, la santé ou l'éducation.

ET DEMAIN ? UNE POSTE VRAIMENT AU SERVICE DU PUBLIC ?

C'est loin d'être le cas aujourd'hui

et c'est d'ailleurs l'un des arguments de Sarkozy : ça ne va pas, il faut donc réformer. Mais des réformes pour quoi faire ? Défendre les services publics aujourd'hui, de notre point de vue, ce n'est pas défendre l'existant, cela serait d'ailleurs mal compris de la population. D'abord parce qu'en régime capitaliste, les services publics ont toujours eu un rôle ambigu, en partie au service du public et en partie au service de l'économie capitaliste. Mais aussi parce que la situation s'est aggravée avec la mise en œuvre des logiques libérales qui ont souvent profondément transformé le fonctionnement des services publics, avant même que le changement de statut n'ait eu lieu.

La poste que nous voulons

c'est un réseau de distribution où le rôle social des facteurs et des factrices, notamment auprès des personnes âgées, ne deviendrait pas un service payant. C'est un réseau qui participerait activement aux politiques d'aménagement du territoire, notamment dans les campagnes, au lieu de contribuer à la désertification. C'est un service bancaire qui permettrait aux plus pauvres de disposer d'un compte, même s'ils n'ont pas grand-chose à mettre dessus, pour ne pas amplifier le processus d'exclusion. C'est un réseau d'agences qui mettrait au service de tous les moyens d'accéder facilement aux nouvelles technologies afin de réduire la « fracture numérique ».

C'est aussi un réseau qui se construirait à l'échelle européenne, mais sans négliger la dimension locale et les problèmes d'environnement : la circulation du courrier devrait être à l'évidence entièrement repensée, en commençant par éviter le « tout camion » et les kilomètres inutiles sous prétexte de rationalisation.

Enfin, un service public digne de ce nom, c'est une entreprise qui n'écrase pas ses salariés. La lutte contre la privatisation n'est évidemment pas déconnectée de toutes les revendications concrètes, immédiates, que les travailleurs portent dans les luttes, même les plus modestes. C'est même entièrement lié.





TUNISIE RÉPRESSION À GAFSA

Entretien avec Messaoud Romdhani, porte-parole du Comité national de soutien au bassin minier et président de la section de Kairouan de la LDH tunisienne.

Pouvez-vous nous situer le contexte des événements?
Cela a débuté en janvier 2008 dans une région sinistrée par la criminalisation et la répression féroce d'un mouvement social pacifique. Un procès fantoche a condamné à de lourdes peines les leaders du mouvement, dont certains syndicalistes, et à une peine par contumace le journaliste Fahem Boukhadous et le président de la Fédération des Tunisiens pour une citoyenneté des deux rives (FTCR), Mouhieddine Cherbib, vivant en France.

Et maintenant ?

Redeyef subit une pression et un quadrillage policier constants. L'entourage des militants est sous surveillance permanente. Ma famille et moi avons été sous contrôle chaque heure de chaque jour. Mon accès à Internet est censuré. J'ai failli ne pas venir en France, mon visa m'ayant été refusé sans raison. C'est grâce à la FTCR que j'ai pu voyager.

Quelle est la situation des prisonniers ?

Une cinquantaine de militants restent en prison, dans des conditions atroces. Le pouvoir, non content d'enfermer abusivement ces citoyens, poursuit de sa haine leurs familles, dont ces hommes sont souvent la seule source de revenus ; leur absence les plonge dans la détresse matérielle et affective. Parfois, le père et le fils sont incarcérés. Les autorités poussent alors le vice jusqu'à les isoler dans des prisons éloignées à la fois l'une de l'autre et du domicile. Ils jouent l'éparpillement pour décourager les proches et les contraindre à renoncer au droit de visite. De plus, l'absence de dialogue encourage l'islamisation d'une société dont la jeunesse voit en la religion une forme de protestation sociale.

Comment s'organise le soutien ?

Je suis en contact téléphonique avec les familles. Le comité de soutien et l'Union générale tunisienne du travail (UGTT) assurent une assistance financière discrète, dans leur intérêt. L'UGTT a un rôle de médiation, pour permettre le difficile accès aux soins, entre autres pour Labidi, Hajji et Ben Othman qui souffrent de pathologies lourdes. La Fédération générale de l'enseignement de base, lors de son congrès de juin 2009, a appelé à une grève de solidarité avec les militants emprisonnés ; le 5 octobre, décrété journée mondiale des enseignants par l'Unesco, aura pour mot d'ordre la libération des prisonniers du bassin minier.

Quel est le sens de votre voyage en France ?

Cette tournée auprès des principales organisations de la gauche française et de défense des droits de l'homme a pour but de remobiliser, de sensibiliser la population française pour qu'elle fasse pression sur son gouvernement dont le silence complice sur les atteintes aux droits de l'homme est indigne.

Propos recueillis par Gisèle Felhendler.

PORTUGAL PERCÉE DU BLOC DE GAUCHE

Les élections législatives qui se sont déroulées dimanche 27 septembre se sont traduites par un recul du Parti socialiste et un doublement du nombre de députés pour le Bloc de gauche.



(PHOTOTHÈQUE ROUGE / FRANCK HOULGATTE)

Les élections législatives du dimanche 27 septembre au Portugal ont modifié le panorama politique du pays : le Parti socialiste qui en 2005, avec 45% de voix, avait obtenu la majorité absolue en nombre de députés, a perdu plus d'un demi-million de voix et tombe à 36,56%. Bien que vainqueur, il est minoritaire au Parlement. C'est la seule force politique qui a perdu des députés par rapport à 2005 (96 contre 121) et son résultat est le plus faible depuis 1991. C'est sans aucun doute la conséquence de la politique antisociale qu'il a menée, d'une majorité absolue arrogante qui a choisi de sauver les banquiers de la faillite au lieu de mettre en place un service public bancaire ; qui a fait voter une loi sur le travail qui a fait sourire l'ancien ministre de droite, Durão Barroso. Dorénavant, il est plus facile de licencier dans un

pays qui compte déjà près de 600 000 chômeurs dont la moitié ne perçoit pas d'allocation chômage, et la précarité est devenue la règle. Un gouvernement qui a mené une guerre ouverte contre les enseignants et les fonctionnaires comme aucun autre ne l'avait fait auparavant. Le PSD (centre libéral), tout en gagnant trois élus par rapport à 2005, a cependant réalisé un de ses plus mauvais scores, au bénéfice du parti de droite (PP). Le PP devient ainsi la 3^e force politique (il était en 4^e position en 2005). Le PC a, quant à lui, reculé de la 3^e à la 5^e place. Le Bloc de gauche est le parti qui a le plus progressé (192 679 voix supplémentaires). Avec plus d'un demi-million de voix (557 109), dans un pays d'un peu plus de 9 millions d'électeurs, il passe de la 5^e à la 4^e force politique (il est en 3^e position dans un grand nombre des principales villes du pays). Au niveau national, le score a augmenté de 6,38%

à 9,85 % et il a doublé son nombre d'élus (6 femmes et 10 hommes). De plus, tandis qu'en 2005, les députés venaient des seules circonscriptions de Lisbonne (4), Porto (2) et Setúbal (2), cette fois-ci, le Bloc de gauche compte des élus dans 9 des 20 circonscriptions : un élu à Aveiro, Braga, Coimbra, Leiria, Santarém et Faro et une élue supplémentaire à Porto et à Lisbonne. Le Bloc pèsera encore davantage dans la vie politique portugaise, non seulement au Parlement, mais aussi et surtout dans les luttes, puisque ce score est le résultat d'une campagne intense, de contacts permanents avec les travailleurs et les secteurs populaires, et d'un programme anticapitaliste clair comportant des propositions concrètes et alternatives à celles du PS et du PSD. Les trois objectifs que le Bloc s'était fixés pour cette campagne ont été atteints : empêcher le PS de disposer de la majorité absolue au Parle-

ment, augmenter le nombre de voix et le nombre d'élus. Au Parlement, le Bloc et le PC ont ensemble 31 députés, représentant plus de 18% des voix. Jamais la gauche du PS n'avait obtenu un tel résultat. Le PS va être obligé de choisir entre une alliance avec la gauche que représente le Bloc de gauche ou avec la droite réactionnaire, incarnée par le PP. S'il opte pour la gauche, il devra présenter des propositions qui découlent du programme du Bloc de gauche comme par exemple, abroger la loi sur le travail et imposer un impôt sur les grandes fortunes pour financer la Sécurité sociale. Après ces élections, le cadre politique est davantage polarisé au Portugal, à droite comme à gauche. La lutte politique et sociale va se développer dans les mois à venir. Et le Bloc est plus fort que jamais.

Alda Sousa

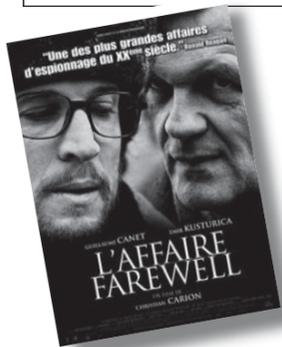
ALLEMAGNE LA GAUCHE RADICALE EN NETTE PROGRESSION

LE RÉSULTAT DES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES du 27 septembre est contrasté. La droite obtient une majorité claire et va pouvoir former un gouvernement de coalition entre chrétiens-démocrates (CDU) et libéraux (FDP). Mais la gauche radicale, représentée par Die Linke, est en nette progression avec 12,5% des voix (8,8% aux élections de 2005), passant devant les Verts. Avec une perte de 11,2%, la social-démocratie essuie sa plus grave défaite à une élection législative depuis la fin de la guerre, son score de 23% étant le plus faible depuis 1949. Elle a perdu 4,5 millions de voix sur 45 millions de votants, dont 1,6 million ont été du côté de l'abstention, 780 000 à Die Linke, 710 000 aux Verts et 620 000 à la CDU. Elle est la première responsable du nouveau record d'abstention (29,2%). Avec ce score, la social-démocratie allemande est retombée dans le « ghetto des 30% », dont Willy Brandt l'avait sortie en 1972. Dès le soir des élections, la jeunesse social-démocrate a réclamé un changement de

cap. Il paraît assez évident que le SPD va chercher une ouverture vers des coalitions avec Die Linke à tous les niveaux. Son plus grand obstacle à une perspective d'alliance SPD-Die Linke-Verts au niveau fédéral, sera l'orientation en politique extérieure de Die Linke : dans une situation de normalité politique, c'est-à-dire de domination politique bourgeoise, il est pratiquement exclu qu'un parti contre l'Otan participe à un gouvernement. Pour intégrer une telle alliance et accéder au gouvernement fédéral, Die Linke devra, comme les Verts l'ont déjà fait, changer sa position en la matière. Il faut donc s'attendre à des conflits sur cette question au sein de Die Linke. Les libéraux enregistrent, avec 14,6%, leur meilleur résultat depuis 1949. Leurs fiefs se situent surtout dans le sud de l'Allemagne (Bade-Wurtemberg, Bavière), c'est-à-dire dans les régions les moins touchées par le chômage. Ils ont profité d'un transfert tactique de voix des chrétiens-démocrates, surtout en

Bavière. Ainsi le CSU, parti chrétien-démocrate hégémonique en Bavière, en déclin continu, n'a remporté que 41% des voix. Le prochain Parlement fédéral sera donc divisé en deux camps : celui de la bourgeoisie et celui de l'opposition, composé du SPD, de Die Linke et des Verts. Cette constellation pourrait être l'occasion de formuler une alternative politique et sociale avec une opposition qui mérite ce nom et se manifeste dans les luttes syndicales et les mouvements sociaux à la hauteur des attaques. Die Linke pourrait prendre la tête d'une telle orientation si elle n'était pas elle-même divisée entre une aile (surtout à l'Est) qui conçoit la politique au sens institutionnel traditionnel et ne ferait qu'administrer la crise du capitalisme et une minorité mal organisée et écartelée qui veut sortir de ce système. Tout dépendra du comportement des organisations syndicales sur le terrain de la lutte.

Angela Klein

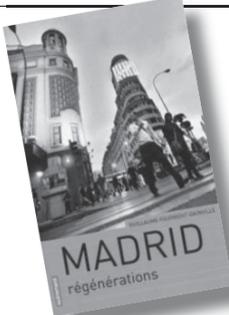


CINEMA

L'AFFAIRE FAREWELL/ Christian Carion

Excellent scénario, tiré, nous dit-on, d'un épisode réel de la fin de la guerre froide; excellents acteurs. Dommage que la mise en scène soit si plate, comme dans une série télévisée type *New York police judiciaire*. On pense, par comparaison, au dernier Tarentino – plus délirant par rapport à l'histoire – avec la même manière de montrer des personnages historiques sans souci excessif de ressemblance: ici Mitterrand ou Reagan, là Hitler, Goebbels ou Churchill; même souci d'utiliser le langage juste (italien, anglais, allemand, russe, français...). Le film de Carion est aussi peu fantaisiste qu'un bouquin de John Le Carré; il en a quelques qualités.

Paul Louis Thirard

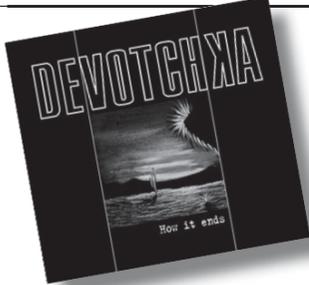


LIVRES

MADRID RÉGÉNÉRATIONS/ Guillaume Fourmont-Dainville et Sylvain Cherkaoui/AUTREMENT/ 187 PAGES/20 EUROS

Les deux auteurs se livrent ici à un portrait par en bas de Madrid, à partir de ses militants associatifs, de ses commerçants ou de ses artistes. Le portrait est à la fois littéraire, avec de très beaux textes de Guillaume Fourmont-Dainville, et photographique, car les œuvres tout en finesse du photographe Sylvain Cherkaoui donnent une véritable âme à l'ouvrage. En cinq chapitres, on comprend comment la ville se transforme à travers les actions et les rêves de militants d'associations culturelles, contre la prostitution, de victimes des attentats du 11 mars ou pour les droits des lesbiennes, gays et transsexuels. Les auteurs donnent la parole et un visage à des architectes, des étrangers qui ont choisi cette ville, à des musiciens ou des animateurs de centres sociaux.

Sylvain Pattieu

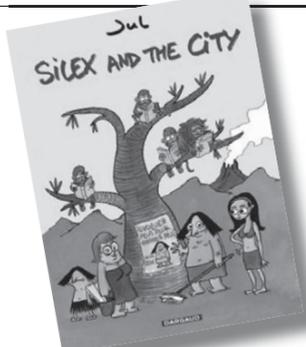


MUSIQUES

HOW IT ENDS/Devotchka

Scoop de l'année: Emir Kusturica a eu des enfants avec Calexico! Dans la famille, on connaissait déjà Beirut, le fils prodig(u)e, et son alchimie balkano-folk à la voix d'ange. Grâce au film *Little Miss Sunshine* et à leur *How it ends* auréolé d'un Grammy Award, on a pu trouver la clé de la cave et découvrir le reste de la famille, qui y était enfermé depuis dix ans et cinq albums. Car cette «jeune fille» (traduction de Devotchka, d'après le langage Nadsat inventé par Anthony Burgess pour *Orange mécanique*) tient déjà bien sur ses deux jambes. Ou plutôt, elle titube – trop de vodka – et danse et virevolte, au gré des rythmes endiablés venus de l'est, et de la voix très «talking headesque» de leur cinglé de chanteur Nick Urata. Alors dans le cadre d'une nouvelle détente, profitons-en nous aussi pour baisser le bouclier et laisser passer chacun de leurs missiles déjantés! En tournée européenne.

http://devotchka.net/ Yvan Grimbert



BD

SILEX AND THE CITY/Jul DARGAUD/13,50 EUROS

Un album délirant, dans lequel Blog Dotcom, homme préhistorique, décide de se présenter aux élections dans sa vallée. Il a pourtant fort à faire avec un fils tenté par les idées alterdarwinistes, et un vieux père qui a fait Mai 68 000. Malgré la concurrence des Néander-Stals, Blog Dotcom, prof de chasse, lance sa campagne et arpente les marchés, les galeries d'art branchées (Lascaux) et tente de s'acquerir avec le patron d'EDF (Energie du feu) volcan récemment privatisé. Les gags et les jeux de mots sont parfois un peu faciles, mais cette BD permet de passer un bon moment de détente et de rigolade.

Sylvain Pattieu



<http://www.mondialisation.ca/>

Le Centre de recherche sur la mondialisation est devenu, au fil du temps, une importante source d'information sur les enjeux de «la guerre au terrorisme» lancée par les États-Unis. Depuis 2001, ce site abrite une archive d'articles d'analyse à peine couvertes par les grands médias. Le CRM a reçu, quatre années consécutives, le Goodwriters Award, le classant parmi les 80 meilleurs sites des médias alternatifs. À découvrir.

<http://www.revuesilence.net/>

La revue *Silence* relie celles et ceux qui pensent qu'il est possible de vivre sans accepter ce que les médias et le pouvoir nous présentent comme une fatalité. Association indépendante, *Silence* rompt le silence depuis 1982 grâce à plus de 360 numéros parus. L'objectif étant que les lecteurs de la revue deviennent des insoumis, actifs de leur vie, apprenant que la «crise» est celle des places boursières, pas celle des sentiments. Un joli programme.

<http://www.cyberacteurs.org/>

Des citoyens actifs et responsables ont créé cette Organisation mondiale de consommateurs solidaires. Le but est de promouvoir une autre approche de la démocratie, de l'économie et de la solidarité entre les peuples et les êtres humains, de peser sur les décideurs politiques et économiques pour aller dans le sens du développement durable, de la paix, des droits de l'être humain et de la solidarité internationale.

THÉÂTRE OÙ VAS-TU PEDRO ?

À l'occasion du 70^e anniversaire de la fin de la guerre civile d'Espagne, une pièce de théâtre donne la parole aux vaincus et à leurs descendants, forcés de se taire pendant des années, devant la répression du régime franquiste.

La deuxième république espagnole a été proclamée le 14 avril 1931 mais ne dura que quelques années, avant de succomber devant le coup d'État de Franco, le 18 juillet 1936. Pourtant, les républicains ne jetèrent pas les armes et se battirent jusqu'en 1939. Venus de tous les pays, des militants s'engagèrent dans les Brigades internationales pour tenter de lutter contre le fascisme. Pendant ce temps, le gouvernement français du Front populaire ne daignait même pas les soutenir. Et tous ceux qui se targuent d'avoir vaincu les nazis ont reconnu sans sourciller le régime franquiste qui dura jusqu'à la mort du dictateur en 1975.

Le temps de la mémoire de ces milliers de républicains aurait pu advenir, mais sous prétexte de «réconciliation nationale» cela n'a pas été le cas et il a fallu attendre 2007 et le vote d'une loi sur la récupération de la mémoire historique. C'est à l'occasion du 70^e anniversaire du déclenchement de la guerre civile, en 2006, que la journaliste Marion Moreau s'est rendue en Espagne, sur les traces des survivants et de leurs descendants. En 2000, l'Association pour la récupération de la mémoire historique avait été fondée et des dizaines de fosses communes avaient été ouvertes. Il y en aurait près de 300 où ont été jetés plus de 30000 républicains «des soldats, des civils, des hommes, des femmes, des boulangers, des maîtres d'école, ceux de la CNT, du PS, du Poum, des Brigades internationales», après des exécutions sommaires, sans jugement.

Où vas-tu Pedro? est le résultat théâtral de ce voyage. Un devoir de mémoire pour rendre visible cette page sombre de l'histoire. Pour l'auteure, cette pièce est «la parole rendue aux vaincus seuls présents sur scène. Une scène comme

une Espagne en négatif, l'Espagne des prisons et des taiseux, des fantômes et des morts. L'Espagne qu'on a voulu effacer, mais qui aujourd'hui sort de l'ombre.»

La pièce est découpée en quatre tableaux faisant intervenir des résistants et des «passeurs de mémoire» et laisse une place importante à la musique. Déjà produite à La Courneuve en février dernier, elle revient à Paris pour quelques dates. Une occasion de se pencher sur cette période si peu connue et de débattre avec des historiens, des journalistes, des avocats...

Dominique Angelini

PROGRAMME DES DÉBATS

- 2 octobre: «Immigration et exil», avec Sophie Sensier, journaliste réalisatrice et Bruno Tur, historien, université Paris X.
- 3 octobre: «Justice et Mémoire» avec Avocats sans frontière et Catherine Mabile, avocate à la Cour pénale internationale de La Haye.
- 4 octobre: «De l'exil aux camps», avec Geneviève Dreyfus Armand, historienne, directrice de la Bibliothèque de documentation internationale contemporaine.
- 8 octobre: «Franquisme et guerre civile», avec Marie-Josée Sirach et Rémy Skoutelsky, historien.
- 9 octobre: «Théâtre, histoire et témoignages», avec Ariel Cypel, metteur en scène, Elise Chatauret, metteuse en scène, Manon Moreau, journaliste et auteure.

Où vas-tu Pedro? de Manon Moreau
Mise en scène: Élise Chatauret
Musique: Thomas Bellorini



OÙ VAS-TU PEDRO ? c'est la question posée par un enfant tapi dans un buisson à un soldat républicain prisonnier des fascistes, un matin de 1937. Sur scène, c'est la quête des petits enfants de républicains espagnols pour ouvrir les fosses communes et refermer les blessures de la mémoire.

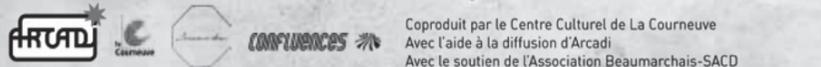
DU MERCREDI 30 SEPTEMBRE AU SAMEDI 10 OCTOBRE À 20H30.
DIMANCHE 4 À 18H. RELÂCHE LE 5 OCTOBRE.
Débats après le spectacle les 2, 3, 4, 8 et 9 octobre avec historien, metteur en scène, sociologue, journaliste et avocat.

CONFLUENCES 190 bd de charonne - 75020 Paris (M° Alexandre Dumas)
Réservation : 01.40.24.16.46 ou resa@confluences.net

Texte : Manon Moreau Mise en scène: Elise Chatauret Direction musicale et composition : Thomas Bellorini Avec: Hélène Avice, Adeline Benamara, Arianne Brousse, Anne Cantineau, Thomas Poulard Violoncelle et arrangements : Johanne Mathaly Scénographie: Lucie Letong Création lumières: Jean Philippe Morin Régie lumières : Quentin du Rosel Vidéo : Léa Chatauret, Alexandra Tesorini Costumes : Claire Schwartz Administration : Aurélien Guillois Bureau FormArt Communication : Maria Blanco Compagnie : Eltho Compagnie Site : www.elthocompagnie.com

EXPOSITION « Exilio de dentro » par Cristina Vatielli / Prospekt
Vernissage le 30 septembre à 19H. Exposition jusqu'au 13 Octobre.

Plein tarif: 13€ Tarif réduit: 10€ - Tarif groupe (à partir de 10 personnes): 7€ - Scolaires: 5€



Coproduit par le Centre Culturel de La Courneuve
Avec l'aide à la diffusion d'Arcadi
Avec le soutien de l'Association Beaumarchais-SACD



SPORT

RAPPEL À L'ORDRE DE GENRE...

La victoire de la Sud-Africaine Caster Semenya, championne du monde du 800 mètres, met en lumière les difficultés auxquelles sont confrontées les personnes intersexes.

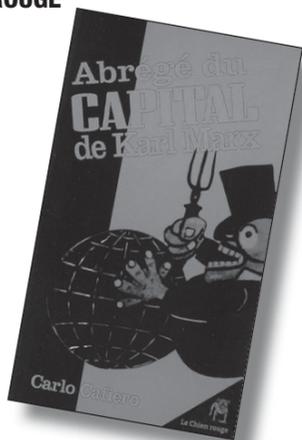
ABRÉGÉ DU CAPITAL DE KARL MARX

CARLO CAFIERO

LE CHIEN ROUGE

160 PAGES

10 EUROS



l'essai

COMME mon prof d'économie était un bolchevik barbu avec des lunettes sous lesquelles perceait un regard stalinien, j'ai été assujéti à ses leçons marxistes. Et je m'en suis remis. La lecture du Capital n'est pas aisée, vous le savez, surtout si vous l'avez achetée dans la version de poche. Rien ne sert de lire le Capital hors de la langue teutonne si riche en « schafnichtaberichvollirsaber » qui fait toute la sapidité du premier tome de cette trilogie inachevée que devait être l'œuvre de Marx. Marx, cet hégélien de gauche, publie la première partie de son travail en 1867, et dix ans plus tard Carlo Cafiero, un gars bien pratique se dit qu'il faut résumer tout cela car c'est proprement indigeste pour un forgeron exploité quatorze heures par jour et qui n'a même pas la chance d'avoir Bernard Thibaut pour lui donner une journée de mobilisation tous les trois mois. Encore plus difficile pour des tisseuses de Wiltshire qui, en novembre 1863, font la grève, en dépit du pragmatisme de François Chérèque, car leur patron leur compte des retenues quand elles arrivent en retard. On notera que sont soulignés les dangers du progrès, tant dans la disparition de certains métiers, hier les passementiers, aujourd'hui les producteurs de lait, soit qu'une innovation technique supprime la fonction, soit que la production est réorganisée selon un mode où la qualité est affaiblie : on pensera au lait. Au XVII^e siècle, toute l'Europe connaît des révoltes ouvrières à cause de l'arrivée d'une machine. C'est fou comme l'homme ne supporte pas qu'on se passe de son labeur. « L'ouvrier a tout fait ; et l'ouvrier peut tout détruire parce qu'il peut tout refaire », peut-on lire, ce qui nous fait penser aux bonnes de gaz de l'été. Pour toutes ces raisons, lisez plutôt cet abrégé tout spécialement réédité, pour les pauvres, et non-comprenants économiques.

Christophe Goby

À COMMANDER À LA LIBRAIRIE LA BRÈCHE (PORT GRATUIT)
27 RUE TAINÉ 75012 PARIS TÉL. : 01 49 28 52 44 FAX : 01 49 28 52 43
www.la-breche.com



L'histoire a fait les gros titres des rubriques sportives de la presse au mois d'août dernier : après sa victoire dans le 800 mètres lors des championnats du monde d'athlétisme, la Sud-Africaine Caster Semenya est soupçonnée...

En cause ? Son visage et sa musculature, considérés comme « trop » masculins, mais également sa voix, « trop » grave. Le tout associé à des doutes sur ses performances, jugées trop impressionnantes pour être crédibles.

Très vite, la rumeur se répand dans le milieu de l'athlétisme, largement relayée par les journalistes sportifs : Caster Semenya serait un homme. Plutôt que de s'interroger sur l'opportunité d'un test anti-dopage, comme on le ferait pour toute autre situation de doute sur des performances sportives d'un homme, le monde de l'athlétisme réclame un test de féminité ! Comme le souligne fort justement l'historienne du sport Anaïs Bohuon, « c'est parce que Semenya ne correspond pas aux critères traditionnels normatifs de la féminité qu'elle est avant tout soupçonnée : les sportives doivent être imberbes, minces, fines, gracieuses dans leurs efforts comme dans leur tenue. » (Médiapart, 11/09/09). Dernier rebondissement en date : d'après plusieurs sources, la jeune athlète sud-africaine serait en fait intersexue. Cette affaire souligne la forte normativité et le sexisme dans le sport de haut niveau. Mais elle rend également visible l'intersexualité, qui reste très méconnue.

À la naissance, un certain nombre d'individus ne sont pas visuellement catégorisables comme « garçon » ou « fille » à partir de leurs organes génitaux. Cette ambiguïté se manifeste souvent à travers la coexistence de caractéristiques sexuelles masculines et féminines. Dans la grande majorité des cas, les personnes intersexes sont réassignées, c'est-à-dire que les médecins et les familles « choisissent » un sexe. Il s'ensuit de nombreuses opérations et des traitements hormonaux lourds et pénibles. On peut difficilement connaître la fréquence de l'intersexualité, car les « signes » en sont très variables et passent parfois inaperçus. Ces dernières années, les organisations intersexes se sont créées, pour contester la toute-puissance de la médecine dans ces situations. Pour les militant-e-s de la cause intersexue, « les différents degrés d'intersexuation et les « ambiguïtés » du sexe ne sont pas en gé-



Paris, juin 2008. Marche des fiertés. (PHOTO THÉQUE ROUGE MILO)

néral des maladies congénitales ou des malformations. Ce ne sont que des aspects de la variabilité du corps humain comme la longueur du nez, la couleur des yeux etc. » L'intersexualité remet finalement en cause l'idée reçue qu'il n'y aurait biologiquement que deux sexes : la diversité de l'humanité ne permet pas de classer chaque individu dans deux catégories cloisonnées.

DEUX SEXES ? PAS SI SIMPLE !

Au-delà de la mise en cause extrêmement violente de Caster Semenya par les médias et les autorités sportives, cette affaire révèle la force de la normativité de genre et du sexisme. Le monde du sport, marqué par la compétition et le culte du corps en donne évidemment une version très caricaturale. Mais ces réactions montrent également à quel point notre société continue de véhiculer des stéréotypes de genre limitatifs et réducteurs : les journalistes et les commentateurs s'en sont donné à cœur joie sur « la féminité » et ses critères supposés, comme s'il n'y avait qu'une seule et bonne manière d'être une femme ou un homme.

Certains, se croyant sans doute plus progressistes, ont proposé la création d'une troisième catégorie dans le domaine du sport, réveillant la croyance en un « troisième sexe ». À ce sujet, les groupes intersexes sont très critiques, car selon eux « la création d'une catégorie spécifique pour les intersexué-e-s risque de marginaliser

encore plus une catégorie déjà mal comprise. Nous fondons nos arguments sur le droit de chaque personne de déterminer sa propre identité dans le système binaire actuel ».

Plus fondamentalement, la question posée est celle de l'origine naturelle et immuable de la différence de sexe. On sait depuis longtemps, grâce aux travaux d'histoire et d'anthropologie, que les manières d'être homme ou femme ont largement varié selon les époques et les sociétés. Les clichés de virilité et de féminité tels que nous les connaissons aujourd'hui n'ont rien de figé ! La hiérarchie hommes/femmes est une construction sociale et politique visant à maintenir un ordre social inégalitaire. Les mouvements féministes l'ont bien montré, ces dernières décennies, en réussissant à remettre en cause la domination masculine.

Mais ne nous y trompons pas : à travers les commentaires (et les mauvaises blagues) sur le cas de Caster Semenya, c'est un rappel à l'ordre et à la norme qui s'est produit. Et il ne s'agit pas que d'une question théorique, une élucubration de chercheur : comme le prouve la multiplication des violences et des meurtres contre des personnes transsexuelles à travers le monde, ces rappels à l'ordre binaire de sexe ont des effets très concrets.

Gabriel Gérard

1. Site de l'organisation internationale des intersexes : www.intersexualite.org

boîte à lettres



Pour nous écrire, pour prendre contact : redaction@npa2009.org // NPA, 2, rue Richard-Lenoir, 93100 Montreuil

UNITÉ ET INCOMPATIBILITÉ : ET POURTANT ILS L'ONT FAIT! J.C. (MARSEILLE) : Il y avait certainement davantage d'incompatibilité entre les alternatifs d'Allemagne de l'Ouest (WASG) et les apparatchiks de la RDA (SED) qu'entre les différentes composantes de la gauche radicale en France, et pourtant ils ont fait Die Linke ! Les Allemands, qui semblent plus prompts à décider qu'à palabrer, se présentent unis aux élections d'abord, et discutent ensuite des alliances en fonction des résultats. Ce qui semble plutôt efficace puisque qu'à peine deux ans après sa création Die Linke pèse plus de 12% des voix et obtient 80 députés au Bundestag. N'est-ce pas un exemple à suivre en France où malgré des scores équivalents depuis 1995, la gauche de gauche toujours divisée a vu tour à tour LO, puis la LCR, puis le Front de gauche se placer sans rassembler ? 16% des Français aspirent à un changement radical de la société, quand trouveront-ils une offre politique cohérente ?

CRITIQUE DE DIE LINKE. P.V. & G.T. : L'article signé par Angela Klein pour le dernier *Tout est à nous !* soulève plusieurs questions. La première, c'est de savoir s'il est vraiment raisonnable de ne pas écrire un mot de critique de Die Linke, ne serait-ce que sur le bilan de sa participation au gouvernement à Berlin, alors que nous faisons en France un discriminant de la non-participation aux exécutifs avec le PS. D'autre part, on a le sentiment que l'article est destiné à un public allemand lisant le français. Qui a déjà entendu parler du Parti pirate, qui connaît les nouvelles têtes du SPD et, par ailleurs, on ne comprend pas ce qui se passe en Thuringe...

COMPRENDRE LA CRISE ET LUTTER POUR EN SORTIR

Une nouvelle brochure du NPA est parue cet été. À lire et à faire lire pour mieux comprendre les mécanismes de la crise et les réponses du NPA. Vous pouvez vous la procurer en envoyant un chèque de 2 euros à l'ordre de : NSPAC 2 rue Richard-Lenoir 93100 Montreuil





Sans-papiers INAUGURATION DU MINISTÈRE

Le chanteur Cali, visiblement ému, a dévoilé, samedi 26 septembre, la plaque inaugurale du ministère de la Régularisation de tous les sans-papiers, en présence de personnalités du monde syndical, politique et associatif, comme Annick Coupé de Solidaires, Alain Krivine (NPA), Karima Delli, eurodéputée verte et Clémentine Autain (Fédération). Ce lieu, occupé depuis le 17 juillet par des collectifs de sans-papiers, fait l'objet d'un référé dont le jugement en appel sera prononcé le 4 décembre.

Une foule très dense de sans-papiers, militants et sympathisants a rejoint le site en manifestation. Beaucoup d'émotion et d'enthousiasme ont empreint cette journée symbolique et

festive, ponctuée de concerts. L'unité des sans-papiers, l'abrogation de la loi Céseda, la lutte contre une politique d'immigration raciste et inhumaine ont été au cœur des différentes interventions. La violence et l'instrumentalisation des récents événements de Calais étaient présents dans tous les esprits. Le soutien à toutes formes d'action, tant l'obtention de vagues de régularisations que la lutte globale, a été le mot d'ordre de cette journée, dans la perspective de la manifestation unitaire du samedi 10 octobre qui partira du ministère de la Régularisation pour obtenir la régularisation de tous les sans-papiers, sans conditions (14 heures, 4 rue Baudelique, Paris 18^e).



Plaque inaugurale (PHOTOTHÈQUE ROUGE / CHARLIE)



JEUNES DANS LA PRÉCARITÉ. Sur l'instigation du haut commissaire aux Solidarités actives, Robert Hirsch, le gouvernement va étendre le revenu de solidarité active (RSA) aux jeunes actifs de 18 à 25 ans ayant travaillé au moins deux ans au cours des trois dernières années. Complément de revenu pour les travailleurs ayant de très faibles salaires, le RSA est une incitation aux patrons à continuer de mal payer et de ne proposer que des contrats précaires et à temps très partiel. 24% des jeunes sont au chômage en France, selon l'Insee, trois fois plus que leurs aînés. Il faut interdire tous les emplois précaires et obliger les patrons à verser à tous les salariés au minimum un Smic porté à 1 500 euros. Il faut une allocation d'autonomie égale au Smic pour tous les jeunes de 16 à 25 ans permettant de vivre et de se former librement.

CONTINENTAL. À l'appel des Conti, un rassemblement de 1500 personnes pour la défense des libertés publiques et la relaxe en appel des ouvriers condamnés a eu lieu, le 26 septembre, devant l'usine de Clairoix (Oise). Le tribunal de Compiègne a condamné six salariés de Continental suite à la lutte menée par les 1 120 salariés contre la fermeture de leur usine. Ce jugement va au-delà des Conti, car les condamnations ont été faites au nom d'une responsabilité collective et non pas individuelle, ce qui réintroduit la loi anti-casseur abrogée il y a 28 ans. À travers ce jugement, tous les salariés qui se battent contre les licenciements, tous ceux qui participent à une manifestation sont visés. Le NPA, pour qui les seuls condamnés devraient être le patron et les actionnaires de Continental, réclame la relaxe pure et simple des six Conti.

LESBOPHOBIE EN PROCÈS. Après deux ans de harcèlement lesbophobe à Épinay-sous-Sénart (Essonne), un couple de jeunes filles a porté plainte en juillet, suite à des violences physiques. Le procès a eu lieu ce mois-ci et le jugement a été publié dans deux journaux de la région, à la demande des plaignantes. Cependant, la mesure pédagogique proposée à l'adulte agresseur – participer à des séances de sensibilisation aux questions LGBTI – n'a pas été retenue par le procureur qui lui préfère 120 heures de travaux d'intérêt général, en invoquant des doutes quant à l'efficacité des formations. Une somme de 450 euros a également été réclamée. Les mineurs ayant pris part à ces violences seront, eux, jugés ultérieurement. Ce procès a pu se réaliser avec le soutien psychologique et financier d'associations de lutte contre la lesbophobie. Il représente un pas dans la prise en compte des violences lesbophobes et dans la visibilité des lesbiennes.

LE CHIFFRE

72%

C'est le pourcentage de problèmes de santé chez les sans-papiers en Europe qui sont peu ou pas traités, selon l'enquête faite dans onze pays européens par Médecins du monde. Les sans-papiers ne se soignent pas à cause du coût des consultations et des traitements. Moins d'une femme sur deux est suivie pendant sa grossesse. En France, les sans-papiers peuvent accéder aux soins de santé gratuitement avec l'Aide médicale d'État (AME) mais seulement à condition de résider depuis trois mois et de gagner moins de 626 euros par mois. L'accès aux soins n'est pas un droit pour eux.

7 OCTOBRE. La journée d'action du 7 octobre, avec des modalités décidées localement, est très loin d'être à la hauteur des enjeux et ne répond pas aux attentes de bien des salariés et des militants, qui se défendent de manière isolée et ressentent la nécessité d'une réponse collective. Avec les licenciements massifs qui continuent, la misère et le chômage qui s'étendent, la pression patronale et les attaques gouvernementales, c'est avec une toute autre détermination que les confédérations syndicales devraient centraliser les ripostes. Ce sera au moins l'occasion, pour tous ceux qui veulent œuvrer à la construction d'une vraie riposte, de se retrouver pour proposer de former un front dépassant les divisions syndicales et catégorielles et préparant une contre-offensive à la hauteur des attaques patronales et gouvernementales.

PREMIER ÉCHEC POUR DASSAULT. Le premier tour de l'élection municipale de Corbeil-Essonne, suite à l'annulation de l'élection du milliardaire Serge Dassault pour achat de voix, donne l'avantage à l'ensemble des listes de gauche, avec 51% des voix. Avec 30,75%, le candidat de Dassault, par ailleurs un de ses cadres, perd 10 points par rapport à 2008. Avec 24,33%, Michel Nouaille, soutenu par le PCF, le PG, LO et le NPA, arrive en tête de la gauche. La liste du PS, conduite par Carlos Da Silva, obtient 18,98% des voix et les Verts 7,76%. L'abstention est de 52,13%. Le candidat de Dassault affichait dès le soir des résultats son anticommunisme alors que Da Silva ne cachait pas ses réticences à négocier une fusion avec la liste PC-PG-LO-NPA. Les trois listes de gauche ont finalement fusionné à la proportionnelle. Un camarade du NPA figure sur la liste avec, s'il est élu, liberté de parole et de vote.



TOUT est à nous !
hebdomadaire du Nouveau Parti anticapitaliste
Rédaction : 01 48 70 42 27
Diffusion : 01 48 70 42 31
Administration : 01 48 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir, 93100 Montreuil
Mail : redaction@npa2009.org
Numéro ISSN : 1969-8178
Commission paritaire : 0414 P 11508
Tirage : 9000 exemplaires

Société éditrice : Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication (NSPAC) SARL au capital de 3500 euros (durée 60 ans)
Gérant et directeur de publication : François Coustal
Impression : Rotographie, Montreuil-sous-Bois
Tél. : 01 48 70 42 22
Fax : 01 48 59 23 28
mail : rotoimp@wanadoo.fr